



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie DFE

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
Relations économiques bilatérales
Politique de contrôle à l'exportation

Le contrôle à l'exportation dans le domaine des armes légères et de petit calibre (ALPC) relevant de la législation sur le matériel de guerre

Rapport annuel 2009

Table des matières

Remarques liminaires.....	3
1 Bases légales du contrôle à l'exportation	4
1.1 Législation sur le matériel de guerre.....	4
1.2 Autres bases légales suisses pertinentes.....	4
1.2.1 Législation sur le contrôle des biens.....	4
1.2.2 Législation sur les armes.....	5
1.3 L'engagement de la Suisse et ses obligations internationales	5
2 Régime et procédure d'autorisation.....	6
3 Mesures visant à empêcher la prolifération	7
4 Informations détaillées sur les types d'autorisations avec données statistiques ...	8
4.1 Importation	8
4.2 Exportation	8
4.2.1 Autorisations d'exportation accordées.....	8
4.2.2 Utilisateurs finaux des exportations autorisées.....	13
4.2.3 Demandes d'autorisation d'exportation refusées	14
4.2.4 Exportations effectives	14
4.2.5 Exportations de services gouvernementaux suisses	14
4.3 Transit.....	15
4.3.1 Autorisations de transit accordées.....	15
4.3.2 Demandes d'autorisation de transit refusées.....	16
4.4 Commerce à l'étranger	16
4.4.1 Autorisations de commerce accordées.....	16
4.4.2 Demandes d'autorisation de commerce à l'étranger refusées	16
4.5 Courtage à destination de l'étranger.....	16
4.5.1 Autorisations de courtage accordées	17
4.5.2 Demandes d'autorisation de courtage refusées.....	17
4.6 Transfert de biens immatériels	17
Annexe : Liste de liens	18

REMARQUES LIMINAIRES

Le présent rapport sur le contrôle à l'exportation des armes légères et de petit calibre a pour objectif d'expliquer la procédure d'autorisation de la législation sur le matériel de guerre et de présenter les autorisations délivrées ainsi que les exportations effectives d'armes légères et de petit calibre durant l'année sous revue. Il rappelle le cadre juridique qui régissait les contrôles à l'exportation en 2009, sans évoquer toutefois les modifications de loi et d'ordonnance entrées en vigueur après le 31 décembre 2009.

Dans le présent rapport, l'abréviation ALPC (armes légères et de petit calibre) sera utilisée pour autant que l'on se réfère aux deux catégories d'armes. En anglais, l'abréviation équivalente est SALW (*Small Arms and Light Weapons*). La notion d'ALPC s'inspire de la définition utilisée dans le cadre de l'ONU.¹

Les armes légères sont destinées à l'usage individuel et comprennent les revolvers et les pistolets à chargement automatique, les fusils et les carabines, les pistolets mitrailleurs, les fusils d'assaut et les mitrailleuses légères.

Les armes de petit calibre sont destinées à l'usage de plusieurs personnes travaillant en équipe. Cette catégorie englobe les mitrailleuses lourdes, les lance-grenades portatifs amovibles ou montés, les canons antiaériens portatifs, les canons antichars portatifs, les canons sans recul, les lance-missiles et les lance-roquettes antichars portatifs, les lance-missiles antiaériens portatifs, et les mortiers d'un calibre inférieur à 100 mm.

Certaines ALPC, dont les engins téléguidés (*Guided Light Weapons*), ne sont pas fabriquées en Suisse et ne sont donc pas vendues à l'étranger. La Suisse n'exporte ni systèmes antiaériens portables (*Man Portable Air Defense System*) ni engins guidés antichars.

Les Etats de provenance et de destination correspondent au Répertoire des pays pour la statistique du commerce extérieur de la Suisse de l'Administration fédérale des douanes².

Toutes les valeurs figurant dans le présent rapport sont indiquées en francs suisses.

¹ Voir par ex. le Rapport du Groupe de travail à composition non limitée chargé de négocier un instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites, A/60/88.

² Voir sous : <http://www.ezv.admin.ch/themen/00504/00505/00507/index.html?lang=fr>.

1 BASES LÉGALES DU CONTRÔLE À L'EXPORTATION

1.1 Législation sur le matériel de guerre

Le contrôle à l'exportation des ALPC est régi principalement par la législation sur le matériel de guerre :

Loi fédérale du 13 décembre 1996 sur le matériel de guerre
(Loi sur le matériel de guerre, LFMG, RS 514.51)
<http://www.admin.ch/ch/f/rs/5/514.51.fr.pdf>

Ordonnance du 25 février 1998 sur le matériel de guerre
(Ordonnance sur le matériel de guerre, OMG, RS 514.511)
<http://www.admin.ch/ch/f/rs/5/514.511.fr.pdf>

L'annexe 1 de l'OMG dresse une liste du matériel de guerre. Les armes de la catégorie KM 1 (armes individuelles à épauler et armes de poing de tout calibre) ainsi qu'une partie des armes de la catégorie KM 2 (armes de tout calibre, à l'exception des armes individuelles à épauler et des armes de poing) sont qualifiées d'ALPC. Leurs munitions sont classées dans la catégorie KM 3. Les composants et accessoires des ALPC sont également classés dans les catégories d'armes correspondantes.

La LFMG a pour but de veiller au respect des obligations internationales et des principes de la politique étrangère de la Suisse, par le contrôle de la fabrication et du transfert de matériel de guerre et de la technologie y relative, tout en permettant le maintien en Suisse d'une capacité industrielle adaptée aux besoins de sa défense (art. 1 LFMG).

La LFMG et l'OMG règlent le commerce et le courtage faits pour des destinataires à l'étranger, le transfert de biens immatériels, ainsi que l'importation, l'exportation et le transit de matériel de guerre. Selon la transaction, des exceptions ou des assouplissements du régime de l'autorisation sont prévus. Des allègements sont en particulier prévus pour les Etats³ énumérés à l'annexe 2 de l'OMG. Les Etats en question sont tous membres, à l'instar de la Suisse, des quatre régimes internationaux de contrôle à l'exportation des biens sensibles au plan stratégique.⁴

1.2 Autres bases légales suisses pertinentes

1.2.1 Législation sur le contrôle des biens

L'importation, l'exportation et le transit de certaines ALPC, en particulier les armes de chasse et les armes de sport incontestablement reconnaissables qui, dans la même exécution, ne sont pas également des armes de combat, relèvent du champ d'application de la législation sur le contrôle des biens.

Loi fédérale du 13 décembre 1996 sur le contrôle des biens utilisables à des fins civiles et militaires et des biens militaires spécifiques
(Loi sur le contrôle des biens, LCB, RS 946.202)
<http://www.admin.ch/ch/f/rs/9/946.202.fr.pdf>

³ Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède et République tchèque.

⁴ Groupe des pays fournisseurs nucléaires (NSG), Groupe d'Australie (GA), Régime de contrôle de la technologie des missiles (MTCR) et Arrangement de Wassenaar (AW).

Ordonnance du 25 juin 1997 sur l'exportation, l'importation et le transit des biens utilisables à des fins civiles et militaires et des biens militaires spécifiques (Ordonnance sur le contrôle des biens, OCB, RS 946.202.1)
<http://www.admin.ch/ch/f/rs/9/946.202.1.fr.pdf>

1.2.2 Législation sur les armes

Depuis l'entrée en vigueur de l'acquis de Schengen et la mise en œuvre de la directive européenne sur les armes à feu⁵, ce ne sont plus seulement les armes individuelles à épauler et les armes de poing qui sont concernées, depuis le 12 décembre 2008, par la législation sur les armes, mais bien toutes les armes à feu. Sont régis l'acquisition, l'introduction sur le territoire suisse, l'exportation, la conservation, la possession, le port, le transport, le courtage, la fabrication et le commerce.

Loi fédérale du 20 juin 1997 sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions (Loi sur les armes, LArm, RS 514.54)
<http://www.admin.ch/ch/f/rs/5/514.54.fr.pdf>

Ordonnance du 2 juillet 2008 sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions (Ordonnance sur les armes, OArm, RS 514.541)
<http://www.admin.ch/ch/f/rs/5/514.541.fr.pdf>

1.3 L'engagement de la Suisse et ses obligations internationales

La Suisse participe à l'Arrangement de Wassenaar (*Wassenaar Arrangement, WA*) sur le contrôle des exportations d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage. Elle soutient ainsi les diverses directives qui ont été adoptées sur la base de cet arrangement politiquement contraignant.⁶ En ce qui concerne les ALPC, il convient de prêter une attention particulière au chapitre consacré aux meilleures pratiques relatives aux ALPC (*Best Practice Guidelines for Exports of SALW*). La liste du matériel de guerre à l'annexe 1 OMG se base sur la liste de munitions de l'Arrangement de Wassenaar, qui indique les biens d'équipement militaires à contrôler. Conformément aux directives de l'Arrangement de Wassenaar, la Suisse transmet deux fois par année des notifications relatives aux exportations autorisées d'ALPC à des Etats non membres.

Dans le cadre de l'OSCE, le document sur les armes légères et de petit calibre du 24 novembre 2000⁷, son complément relatif aux activités de courtage⁸ et le manuel des meilleures pratiques relatives aux armes légères et de petit calibre⁹ sont pertinents pour la Suisse. Dans la perspective de l'échange d'informations, la Suisse annonce chaque année les exportations autorisées d'ALPC.

En ce qui concerne l'ONU, il convient de mentionner en particulier le Protocole sur les armes à feu¹⁰ et l'instrument international capable d'identifier et de tracer rapidement et de manière fiable les armes légères et de petit calibre illicites¹¹. La Suisse n'a pas ratifié le Protocole sur

⁵ Directive 91/477/CEE du Conseil du 18.6.1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes, JO n° L 256 du 13.9.1991, p. 51.

⁶ Les documents de base peuvent être consultés à l'adresse suivante :
http://www.wassenaar.org/publicdocuments/index_BD.html.

⁷ FSC.DOC/1/00.

⁸ Principes de l'OSCE relatifs au contrôle du courtage des armes légères et de petit calibre, FSC.DEC/8/04

⁹ Manuel de l'OSCE des meilleures pratiques relatives aux armes légères et de petit calibre, basé sur le document FSC.DEC/5/03. Disponible à l'adresse suivante :
http://www.osce.org/publications/fsc/2003/12/13550_29_fr.pdf.

¹⁰ Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, A/RES/55/255.

¹¹ Annexe au document A/60/88.

les armes à feu, mais prépare actuellement la mise en œuvre dans son droit interne des engagements qui en découlent.

La Suisse s'engage par ailleurs dans le processus de conclusion d'un traité international sur le commerce des armes (*Arms Trade Treaty, ATT*) visant à soumettre le commerce mondial des armes conventionnelles, y compris les ALPC, à un contrôle plus strict au moyen de règles contraignantes. Le processus a été lancé en décembre 2006 par l'Assemblée générale de l'ONU.¹² Un groupe d'experts gouvernementaux de l'ONU composé de représentants de 28 Etats, dont la Suisse, a analysé, lors de trois sessions qui se sont déroulées en 2008, la faisabilité, les paramètres et le champ d'application d'un tel traité sur le commerce des armes.¹³ En décembre 2008, les Etats ont décidé, lors de l'Assemblée générale de l'ONU, de constituer un groupe de travail à composition non limitée.¹⁴ Lors de deux sessions en mars et en juillet 2009, ce dernier a discuté et analysé les objectifs, le champ d'application et les paramètres d'un futur traité sur le commerce des armes.¹⁵ L'Assemblée générale des Nations Unies s'est prononcée, le 2 décembre 2009, en faveur de contrôles renforcés du commerce international d'armes. 151 Etats ont voté en faveur d'une nouvelle résolution¹⁶, 20 Etats se sont abstenus ; seul un Etat a voté contre la résolution. La résolution prévoit notamment que les quatre semaines restantes de réunions du groupe de travail à composition non limitée pour 2010 et 2011 soient transformées en conférences de préparation à la conférence de négociation sur le commerce des armes qui se tiendra en 2012. De ce fait, les négociations pour un accord sur le commerce des armes débuteront dès cette année.

En approuvant l'association à Schengen, la Suisse s'est engagée non seulement à mettre en œuvre les dispositions de l'acquis de Schengen, mais encore à reprendre les développements du droit de Schengen dans un délai de deux ans au maximum. La mise en œuvre de la directive européenne sur les armes à feu¹⁷ exige une adaptation de la législation sur les armes. L'assemblée fédérale a adopté, le 11 décembre 2009, l'arrêté fédéral et la loi fédérale à ce sujet.

2 RÉGIME ET PROCÉDURE D'AUTORISATION

La LFMG prévoit un double régime d'autorisation. D'une part, la fabrication, le commerce de matériel de guerre ou le courtage de celui-ci pour des destinataires à l'étranger nécessitent une autorisation initiale. Cette obligation permet de garantir que l'activité prévue n'est pas contraire aux intérêts du pays. D'autre part, une autorisation spécifique est requise pour l'importation, l'exportation ou le transit de matériel de guerre, son courtage et son commerce pour des destinataires à l'étranger. Il en va de même de la conclusion de contrats portant sur le transfert de biens immatériels, y compris le savoir-faire en matière de matériel de guerre, ou de la concession de droits y afférents.

La fabrication, le courtage, l'exportation et le transit de matériel de guerre pour des destinataires à l'étranger sont autorisés si ces activités ne contreviennent pas au droit international et ne sont pas contraires aux principes de la politique étrangère de la Suisse et à ses obligations internationales (art. 22 LFMG). En outre, il est interdit de délivrer des autorisations d'exportation si des mesures de coercition ont été décrétées en vertu de la loi du 22 mars 2002 sur les embargos¹⁸.

¹² Vers un traité sur le commerce des armes: établissement de normes internationales communes pour l'importation, l'exportation et le transfert d'armes classiques (A/RES/61/89).

¹³ Rapport du groupe d'experts, A/63/334.

¹⁴ A/RES/63/240.

¹⁵ Rapport du groupe de travail, A/AC.277/2009/1.

¹⁶ A/RES/64/48.

¹⁷ Directive 2008/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes, JO n° L 179 du 8 juillet 2008, p. 5.

¹⁸ RS 946.231

L'importation de matériel de guerre est autorisée si elle ne contrevient pas au droit international et n'est pas contraire aux intérêts du pays (art. 24 LFMG).

L'évaluation d'une demande concernant des marchés passés avec l'étranger repose sur les considérations suivantes (art. 5 OMG) :

- le maintien de la paix, de la sécurité internationale et de la stabilité régionale;
- la situation qui prévaut dans le pays de destination; il faut tenir compte notamment du respect des droits de l'homme et de la renonciation à utiliser des enfants-soldats;
- les efforts déployés par la Suisse dans le domaine de la coopération au développement;
- l'attitude du pays de destination envers la communauté internationale, notamment sous l'angle du respect du droit international public;
- la conduite adoptée par les pays qui, comme la Suisse, sont affiliés aux régimes internationaux de contrôle des exportations.

Depuis le 12 décembre 2008, cinq autres critères d'exclusion sont en vigueur (art. 5, al. 2, OMG). L'autorisation est refusée :

- si le pays de destination est impliqué dans un conflit armé interne ou international;
- si le pays de destination viole systématiquement et gravement les droits de l'homme;
- si le pays de destination figure parmi les pays les moins avancés sur la liste des pays bénéficiaires de l'aide publique au développement du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques¹⁹;
- s'il y a de forts risques que le pays de destination utilise les armes à exporter contre la population civile, ou
- s'il y a de forts risques que, dans le pays de destination, les armes à exporter soient transmises à un destinataire final non souhaité.

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) du Département fédéral de l'économie (DFE) est l'autorité habilitée à délivrer les autorisations. Il se détermine sur les demandes d'autorisation spécifique, comme les autorisations d'exportation, en accord avec le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et, selon le contenu de la demande, également avec d'autres services fédéraux. Lorsque les services compétents ne parviennent pas à s'entendre sur la manière de traiter une demande, celle-ci est soumise au Conseil fédéral pour décision. Le Conseil fédéral statue également sur les demandes dont la portée sur le plan de la politique extérieure ou de la politique de sécurité est considérable (art. 29 LFMG, art. 14 OMG).

3 MESURES VISANT À EMPÊCHER LA PROLIFÉRATION

Les autorisations d'exportation ne sont en principe accordées que lorsque le destinataire de la livraison est un gouvernement étranger ou une entreprise travaillant pour un tel gouvernement, et que ce dernier a établi une déclaration de non-réexportation attestant que le matériel ne sera pas réexporté vers un Etat tiers sans le consentement écrit préalable de la Suisse (art. 18 LFMG).²⁰

Pour les cas importants, les déclarations de non-réexportation doivent être étayées par une note du gouvernement de l'Etat destinataire. En cas de doute quant au respect de la déclaration, le droit de procéder à une inspection au lieu de destination (*Post-Shipment Inspections*) est réservé.

¹⁹ Voir sous : <http://www.oecd.org/dac/stats/daclist>.

²⁰ Un modèle de certificat d'utilisation finale est disponible sur le site internet du SECO : <http://www.seco.admin.ch/themen/00513/00600/00614/00617/index.html?lang=fr>.

Si du matériel de guerre exporté à l'étranger n'est pas destiné à un gouvernement étranger ou à une entreprise travaillant pour le compte de celui-ci, la personne qui dépose la demande d'exportation doit prouver l'existence de l'autorisation d'importation requise du pays de destination final ou le fait que cette autorisation n'est pas nécessaire (art. 5a OMG). Le SECO exige en outre pour les fusils d'assaut, les pistolets-mitrailleurs, les mitrailleuses légères et les lance-grenades, à partir de 50 pièces, une notification du destinataire, confirmant que les armes sont destinées au marché national.

L'Office central chargé de lutter contre les transactions illégales de matériel de guerre du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports vérifie si les livraisons de matériel de guerre sont arrivées aux lieux de destination prévus et approuvés (art. 20 OMG). Il le fait par sondage en demandant une confirmation de livraison de la part du destinataire.

4 INFORMATIONS DÉTAILLÉES SUR LES TYPES D'AUTORISATIONS AVEC DONNÉES STATISTIQUES

4.1 Importation

L'importation des armes à feu est soumise à la LArm et relève de la compétence de l'Office fédéral de la police, rattaché au Département fédéral de justice et police. Les autorisations ad hoc sont délivrées par l'Office central des armes.

Il appartient au SECO de délivrer les autorisations pour l'importation des autres ALPC, par exemple les mitrailleuses. C'est lui qui établit l'autorisation spécifique (art. 17 LFMG). Les fabricants titulaires d'une autorisation initiale peuvent demander une licence générale d'importation, qui leur permet d'importer des pièces détachées, des éléments d'assemblage ou des pièces anonymes de matériel de guerre (art. 9e, al. 1, OMG).

4.2 Exportation

L'exportation d'ALPC requiert une autorisation du SECO, qui doit être demandée pour chaque cas particulier ; il n'existe pas de licence générale d'exportation.

Les modifications de la législation sur les armes introduites dans le cadre de la mise en œuvre des obligations découlant de l'association à Schengen sont entrées en vigueur le 12 décembre 2008. Depuis, l'exportation d'armes à feu, qui sont classées comme matériel de guerre, à titre non professionnel vers des Etats Schengen est régie par la LArm. Les autorisations ad hoc sont délivrées par l'Office central des armes.

4.2.1 Autorisations d'exportation accordées

En 2009, 737 autorisations (2008 : 952) ont été accordées pour l'exportation d'ALPC. Durant l'année sous revue, les Etats-Unis ont été le principal acheteur, avec 17'107 pièces (2008 : 1'580) d'une valeur de 3,9 millions de francs (2008 : 0,9 millions). Il s'agit avant tout de carabines et de revolvers (2008 : notamment des fusils d'assaut, carabines et revolvers). La France avec 2'188 pièces (2008 : 2'003) d'une valeur de 2 millions de francs (2008 : 1,6 million), l'Allemagne avec 1'634 pièces (2008 : 2'225) d'une valeur d'un million de francs (2008 : 1,2 million) et l'Italie avec 1'502 pièces (2008 : 1'105) d'une valeur d'un million de francs (2008 : 0,7 million) ont été trois autres clients importants. Pour la France, il s'agit avant tout de lance-grenades (2008 : idem). Les livraisons vers l'Allemagne concernent essentiellement des carabines et des fusils d'assaut (2008 : surtout des carabines) et celles vers l'Italie des carabines, des fusils d'assaut et des revolvers (2008 : principalement des fusils d'assaut et des revolvers). Si l'on s'intéresse à la valeur à laquelle correspondent les autorisations, l'Inde arriverait à la deuxième place avec 1'053 pièces (2008 : 138) d'une

valeur de 2,3 millions de francs (2008 : 0,4 million). En ce qui concerne les livraisons vers l'Inde, il s'agit de pistolets-mitrailleurs et de fusils d'assaut (2008 : fusils d'assaut uniquement).

Le tableau ci-dessous fournit le nombre total des armes complètes ayant donné lieu à une autorisation (chiffre supérieur) et leur valeur (chiffre inférieur) en fonction des pays de destination. La valeur indiquée dans l'autorisation englobe celle de l'arme en elle-même et, le cas échéant, celle de son accessoire (par ex. un silencieux).

Pays de destination (Nombre de pièces) (Valeur)	Revolvers, pistolets à chargement automatique	Fusils ¹	Carabines ²	Pistolets mitrailleurs ³	Fusils d'assaut ³	Mitrailleuses légères	Mitrailleuses lourdes	Lance-grenades ⁴	Total
Allemagne	281	8	853	5	431	54	2		1'634
	228'480	50'490	149'041	2'100	699'935	7'565	4'700		1'142'311
Andorre								1	1
								1'500	1'500
Australie			5					1	6
			20'062					1'500	21'562
Autriche	54	5	43	1	3				106
	39'257	33'800	5'354	1'600	3'980				83'991
Belgique	178	1	119	15	88	4			405
	133'686	3790	28'035	25'200	65'114	1'100			256'925
Bosnie-Herzégovine				11	6			2	19
				15'500	15'500			3'550	34'550
Brésil	3								3
	3'115								3'115
Brunei	42			4					44
	115'900			6'400					122'300
Bulgarie		2							2
		15'000							15'000
Cameroun	1								1
	520								520
Canada	285	36	166		65			3	555
	305'775	35'815	14'400		185'500			3'350	545'040
Chili				1					1
				3'000					3'000
Corée du Sud					3				3
					10'000				10'000
Croatie	1							2	3
	100							2'000	2'100
Danemark	2	1		7	1				11
	3'216	702		7'176	1'500				12'594
Egypte	10								10
	15'345								15'345

Pays de destination (Nombre de pièces) (Valeur)	Revolvers, pistolets à chargement automatique	Fusils ¹	Carabines ²	Pistolets mitrailleurs ³	Fusils d'assaut ³	Mitrailleuses légères	Mitrailleuses lourdes	Lance-grenades ⁴	Total
Emirats arabes	69								69
	130'790								130'790
Espagne	26	2						5	33
	75'500	20'000						6'200	101'700
Estonie		10						3	13
		64'000						6'742	70'742
Finlande	6	2			2			2	12
	15'000	3'800			3'413			1'900	24'113
France	249	10	317	33	149	49		1'381	2'188
	229'375	57'913	129'370	7'600	213'998	14'000		1'65'000	1'986'146
Gabon	2								2
	2'595								2'595
Grèce	19								19
	37'030								37'030
Inde				652	401				1'053
				1'435'000	913'640				2'348'640
Indonésie	16			2	150				168
	37'035			6'200	288'197				331'432
Irlande			3						3
			340						340
Islande			20						20
			2'600						2'600
Italie	444	106	486	3	462			1	1'502
	235'250	278'960	124'730	6'200	438'890			1'400	1'130'430
Jordanie					1				1
					2'980				2'980
Koweït	55			100					155
	93'969			194'000					287'969
Liban				280				20	300
				772'000				42'000	814'000
Lituanie				1				1	2
				1'000				1'750	2'750
Luxembourg	8		16	2	90	2			118
	5'775		2'790	3'450	67'894	900			80'809
Macao	42	15		60					117
	102'000	12'600		94'500					209'100
Malaisie	3	1			30				34
	5'000	6'600			70'500				82'100
Mali	1								1
	850								850

Pays de destination (Nombre de pièces) (Valeur)	Revolvers, pistolets à chargement automatique	Fusils ¹	Carabines ²	Pistolets mitrailleurs ³	Fusils d'assaut ³	Mitrailleuses légères	Mitrailleuses lourdes	Lance-grenades ⁴	Total
Malte	4				39				43
	2'590				57'890				60'840
Monténégro	16								16
	12'258								12'258
Niger	1	1							2
	1'000	120							1'120
Norvège	1				7			1	9
	200				14'587			1'350	16'137
Nouvelle-Zélande	22	6	43	4	5			18	98
	31'534	62'000	2'446	5'600	4'269			18'000	141'849
Pays-Bas	1	3	1	50	35				90
	500	24'900	120	80'000	64'690				170'210
Pakistan	3		1						4
	3'290		1'040						4'330
Panama				1					1
				3'000					3'000
Pologne	11			9	24				44
	4'410			17'030	13'050				34'490
Portugal		2							2
		13'000							13'000
Qatar	40								40
	63'000								63'000
Royaume-Uni	4	5	23						32
	5'300	19'257	2'570						22'357
Russie, Fédération de		3		20					23
		50'000		75'000					125'000
Saint-Marin	2								2
	550								550
Slovaquie		1							1
		8'700							8'700
Slovénie	1								1
	5'700								5'700
Tanzanie	1								1
	750								750
Tchèque, République	3		19	7	14			2	45
	2'520		2'250	5'900	34'668			2'000	47'338
Thaïlande	15			30					45
	24'900			45'000					69'900
Turquie	28	3							31
	75'404	18'900							94'304

Pays de destination (Nombre de pièces) (Valeur)	Revolvers, pistolets à chargement automatique	Fusils ¹	Carabines ²	Pistolets mitrailleurs ³	Fusils d'assaut ³	Mitrailleuses légères	Mitrailleuses lourdes	Lance-grenades ⁴	Total
Trinidad et Tobago	2			1					3
	2'400			1'200					3'600
Turkménistan	1								1
	4'000								4'000
Ukraine		39							39
		298'500							298'500
USA	5'342	6	11'728		24			7	17'107
	2'212'585	23'200	1'664'674		9'600			9'200	3'919'259
Zambie		1							1
		924							924
Nombre de pièces	7'295	269	13'843	1'297	2'030	109	2	1'450	26'296
Valeur globale	4'264'044	1'102'971	2'167'822	2'813'656	3'224'795	23'565	4'700	1'367'642	15'038'085

Remarques :

¹ Armes de précision et autres armes non reprises dans l'une des autres catégories.

² Carabine 11 et 31 ainsi que les armes similaires.

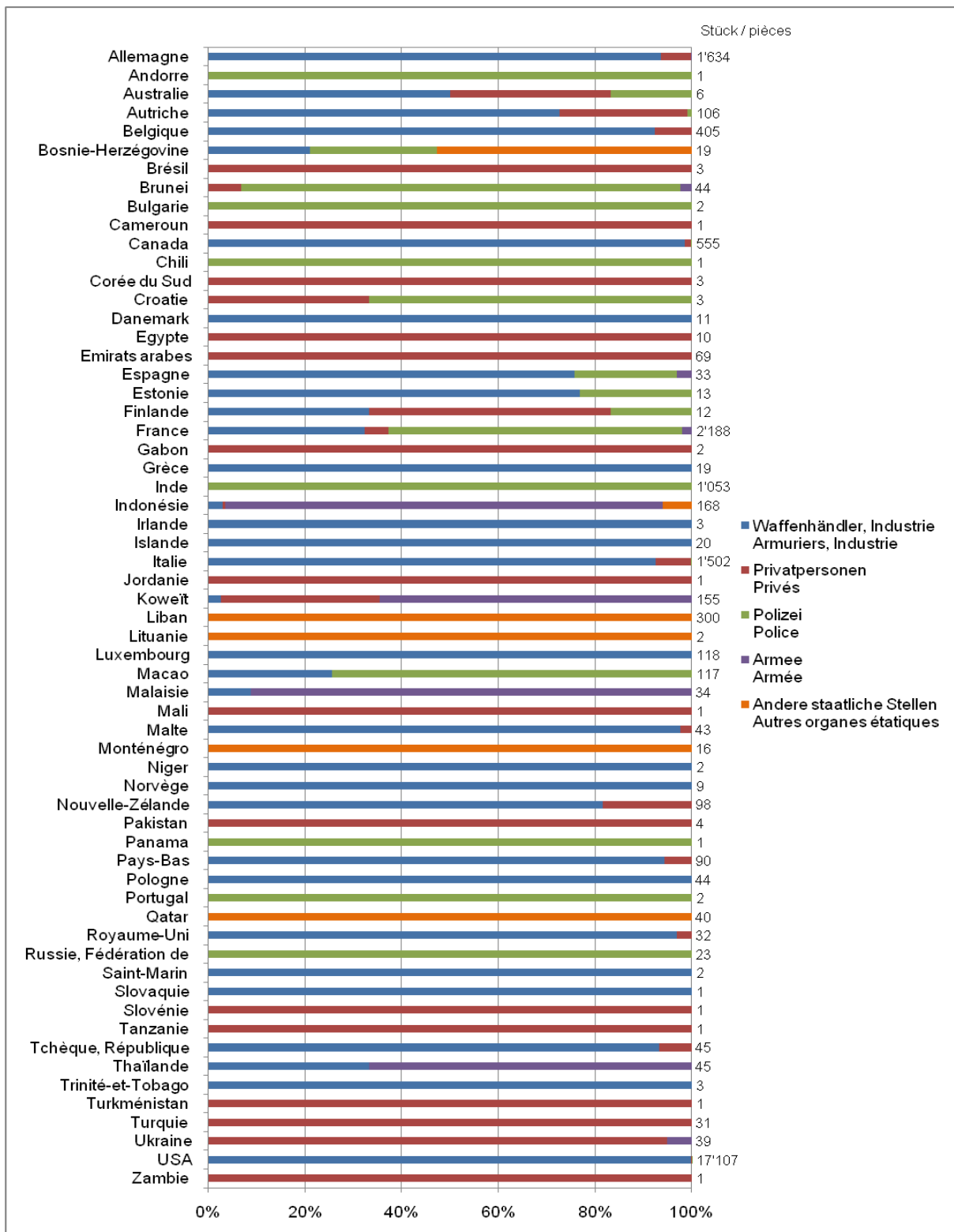
³ Armes automatiques ou modifiées en semi-automatiques.

⁴ Tous types confondus.

4.2.2 Utilisateurs finaux des exportations autorisées

En 2009, 85 % (2008 : 57 %) des utilisateurs finaux des exportations autorisées pour des ALPC étaient des armuriers, 2,5 % étaient des particuliers (2008 : 9 %), 9,75 % étaient de la police (2008 : 26 %) et 1,25 % étaient de l'armée (2008 : 7 %). Quant au 1,5 % restant (2008 : 1 %), les destinataires finaux des exportations accordées pour des ALPC étaient d'autres organes étatiques.

La répartition détaillée en pourcentage des utilisateurs finaux des biens ayant donné lieu à une autorisation est la suivante :



4.2.3 Demandes d'autorisation d'exportation refusées

En 2009, 10 (2008 : 20) demandes d'autorisation d'exportation pour des ALPC, leurs composants, accessoires ou munitions, ont été refusées pour les motifs suivants :

- situation régnant dans le pays de destination (situation politique instable),
- atteintes aux droits de l'homme dans le pays de destination,
- risque élevé que les armes à exporter soient transférées à un destinataire final non souhaité,
- risques d'utilisation des armes contre la population civile,
- risques d'entrave à la coopération suisse au développement.

Région du pays de destination	Matériel	Valeur
Afrique	60 pistolets-mitrailleurs avec accessoires	96'000
	36 fusils d'assaut, 4 lance-grenades	173'160
	50 fusils d'assaut avec accessoires	229'931
	50 pistolets-mitrailleurs, 40 lance-grenades <i>Less Lethal</i>	197'600
Amérique	27 silencieux (19 pour fusils / 8 pour pistolets) ainsi que 26 rails de montage	22'800
Asie	400 garde-main, rails de visée avec poignée et bipied	300'000
	2 pistolets-mitrailleurs, 2 lance-grenades (avec accessoires) (destinés à des tests)	6'200
	15 pistolets (avec accessoires)	34'500
Europe de l'Est	100'000 cartouches 9 mm	31'158
	1'850'000 cartouches 5,56 mm et 9 mm	637'393

4.2.4 Exportations effectives

En 2009, les exportations effectives d'ALPC et de leurs composants et accessoires s'élèvent à quelque 23 millions de francs (2008 : 22,5 millions).

Armes individuelles à épauler et armes de poing de tout calibre (KM 1)	Autres ALPC (parties de KM 2*)	Total des exportations
22'419'283	716'105	23'135'388

Remarque :

* Le triage de la catégorie KM 2 en fonction du domaine d'activité de l'exportateur permet d'obtenir la part des ALPC.

4.2.5 Exportations de services gouvernementaux suisses

En règle générale, l'armée suisse exporte du matériel de guerre uniquement dans le cadre de la liquidation du matériel militaire mis au rebut. Pour ce faire, elle a besoin, elle aussi, d'une autorisation du SECO. Aucune ALPC n'est vendue à des destinataires à l'étranger. Les exportations des services de l'armée figurant ci-dessous concernent uniquement des livraisons de munitions destinées à des sociétés suisses de tir situées à l'étranger qui organisent des exercices de tir reconnus par la Confédération.

Pays de destination	Matériel	Valeur
Allemagne	Munitions pour fusils et pistolets	920
Canada	Munitions pour fusils	10'260
Hongkong	Munitions pour fusils	480
USA	Munitions pour fusils et pistolets	11'280
Vatican	Munitions pour pistolets	3'800

4.3 Transit

Le transit de matériel de guerre est soumis à autorisation. L'autorisation spécifique est délivrée par le SECO. Les personnes titulaires d'une autorisation initiale ainsi que les entreprises de transport et les transitaires ayant leur siège ou un établissement en Suisse peuvent demander une licence générale de transit (LGT) pour faire transiter du matériel de guerre vers les pays de destination finals mentionnés à l'annexe 2 de l'OMG. En 2009, 3 (2008 : 4) entreprises ont reçu une LGT ; les autres opérations de transit ont fait l'objet d'une autorisation spécifique.

4.3.1 Autorisations de transit accordées

En 2009, 26 (2008 : 110) autorisations de transit pour des ALPC, leurs composants, accessoires ou munitions, ont été accordées : 16 autorisations (2008 : 106) d'une valeur de 18,5 millions de francs (2008 : 62 millions) concernaient des armes à épauler et des armes de poing (KM 1) ; une autorisation (2008 : 4) d'une valeur de 6'370 francs (2008 : 110'912) concernaient d'autres ALPC (KM 2) et 9 autorisations d'une valeur de 2 millions de francs concernaient des munitions pour ALPC, qui font partie de la catégorie KM 3.

provenant de...	à destination de...	Afrique du Sud	Allemagne	Belgique	Brunei	Canada	Chili	France	Italie	Kenya	Luxembourg	Royaume-Uni	Singapour	USA
Afrique du Sud												1		
Allemagne									1					
Autriche				1	1						1			
Belgique		1							1					
Brésil												1		
Bulgarie														3
Chili													1	
Hongrie												1		
Italie			1											1
République tchèque						2	1	1		2				4
Roumanie														1

4.3.2 Demandes d'autorisation de transit refusées

En 2009, 4 (2008 : 0) demandes d'autorisation de transit pour des ALPC, leurs composants, accessoires ou munitions, ont été refusées pour les motifs suivants :

- situation régnant dans le pays de destination (conflit interne),
- atteintes aux droits de l'homme dans le pays de destination,
- risques d'entrave à la coopération suisse au développement.

Région du pays d'origine	Région du pays de destination	Matériel	Valeur
Amérique	Asie	Munitions	283
Europe	Amérique	Munitions	180'938
Europe	Amérique	Munitions	183'558
Europe	Afrique	Munitions	46'500

4.4 Commerce à l'étranger

Par commerce, on entend toute activité professionnelle consistant à offrir, à acquérir ou à transférer du matériel de guerre (art. 6, al. 2, LFMG).

Toute personne qui, sans posséder ses propres lieux de production de matériel de guerre en Suisse, fait, à partir du territoire suisse, le commerce de matériel de guerre à l'étranger, a besoin d'une autorisation initiale et pour chaque pas particulier, d'une autorisation spécifique (art. 16a LFMG). Font exception à cette règle les Etats énumérés à l'annexe 2 OMG. Une autorisation spécifique n'est pas exigée si les biens sont destinés à ces Etats.

4.4.1 Autorisations de commerce accordées

En 2009, une (2008 : 2) autorisation de commerce à l'étranger a été accordée pour des ALPC, leurs composants, accessoires ou munitions.

Pays d'origine	Pays de destination	Matériel	Valeur
Allemagne	Qatar	Munitions 5,56 mm	785'000

4.4.2 Demandes d'autorisation de commerce à l'étranger refusées

Tout comme en 2008, aucune demande d'autorisation de commerce à l'étranger pour des ALPC, leurs composants, accessoires ou munitions n'a été refusée en 2009.

4.5 Courtage à destination de l'étranger

Par courtage, on entend (art. 6, al. 3, LFMG) :

- la création des conditions essentielles pour la conclusion de contrats ayant pour objet la fabrication, l'offre, l'acquisition ou le transfert de matériel de guerre, ou encore le transfert de biens immatériels, y compris le know-how, ou la concession de droits y afférents, pour autant que ceux-ci concernent du matériel de guerre;
- la conclusion de tels contrats lorsque les prestations sont fournies par des tiers.

Toute personne qui, sur le territoire suisse, veut procurer à titre d'intermédiaire du matériel de guerre à un destinataire à l'étranger, sans qu'elle possède de propres lieux de production de matériel de guerre en Suisse, a besoin d'une autorisation initiale et, pour chaque cas particulier, d'une autorisation spécifique (art. 15 LFMG). Font exception à cette règle les

Etats énumérés à l'annexe 2 OMG. Une autorisation spécifique n'est pas exigée si les biens sont destinés à ces Etats.

4.5.1 Autorisations de courtage accordées

En 2009, aucune autorisation (2008 : 1) n'a été accordée pour le courtage d'ALPC, leurs composants, accessoires ou munitions.

4.5.2 Demandes d'autorisation de courtage refusées

Tout comme en 2008, aucune demande d'autorisation de courtage d'ALPC, leurs composants, accessoires ou munitions n'a été refusée en 2009.

4.6 Transfert de biens immatériels

L'autorisation de transfert de biens immatériels recouvre divers aspects (art. 20 LFMG). Elle est nécessaire à la conclusion de tout contrat prévoyant le transfert de biens immatériels, y compris le know-how, essentiels au développement, à la fabrication ou à l'exploitation de matériel de guerre, s'il est prévu que ce transfert s'opérera depuis la Suisse en faveur d'une personne physique ou morale ayant son domicile ou son siège à l'étranger. La conclusion d'un contrat prévoyant la concession de droits afférents à de tels biens immatériels et à un tel know-how est également soumise à autorisation.

Aucune autorisation spécifique n'est exigée si le pays de destination figure à l'annexe 2 OMG.

En 2009, une (2008 : 0) autorisation pour le transfert de biens immatériels destinés à la fabrication de composants d'ALPC sous licence a été accordée. Tout comme en 2008, aucune demande d'autorisation de transfert de biens immatériels liés à des ALPC, leurs composants, accessoires ou munitions n'a été refusée en 2009.

ANNEXE : LISTE DE LIENS

Liens internes à l'administration fédérale :

<http://www.seco.admin.ch/themen/00513/00600/00614/index.html?lang=fr>

Informations du service habilité à délivrer les autorisations pour le matériel de guerre avec diverses indications, notamment un rapport sur les questions relatives à la ratification et à la mise en œuvre d'instruments internationaux dans le domaine des armes légères et de petit calibre (en allemand uniquement) :

http://www.seco.admin.ch/themen/00513/00600/00614/index.html?lang=de&download=NHzLpZeg7t,Inp6l0NTU042l2Z6ln1acy4Zn4Z2qZpnO2YUq2Z6gpJCEfYB3gmym162epYbq2c_JjKbNoKSn6A--

<http://www.fedpol.admin.ch/fedpol/fr/home/themen/sicherheit/waffen.html>

Office central des armes. Autorité chargée d'établir les autorisations d'importation d'armes à feu et de celles pour certaines exportations d'armes à feu vers les Etats Schengen.

<http://www.ezv.admin.ch/themen/00504/01508/index.html?lang=fr>

Administration fédérale des douanes. Publications trimestrielle des exportations de matériel de guerre (sans catégorisation des ALPC).

http://www.eda.admin.ch/etc/medialib/downloads/edazen/doc/publi/publi2.Par.0006.File.tmp/Kleinwaffen_Franz_def.pdf

Cette publication en deux langues (fr/en) informe sur la stratégie de la Suisse dans la lutte contre la prolifération illicite d'ALPC.

<http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/topics/peasec/peac/armcon/nonpro/smaa.html>

Département fédéral des affaires étrangères. Informations relatives au désarmement et à la non-prolifération dans le domaine des ALPC.

<http://www.admin.ch/ch/ff/2008/7253.pdf>

Rapport 2008 du Conseil fédéral sur la politique de la Suisse en matière de maîtrise des armements et de désarmement. Mise à jour du rapport 2004. En ce qui concerne les ALPC, le chapitre 2.4.3 mérite une attention particulière.

<http://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=31032>

Rapport sur la politique économique extérieure 2009. Chapitre 9.1 relatif aux contrôles à l'exportation et aux données statistiques des autorisations relevant du champ d'application de la législation sur le contrôle des biens.

<http://www.admin.ch/ch/f/rs/rs.html>

Recueil systématique du droit fédéral. Recueil de toutes les lois et ordonnances en vigueur au niveau fédéral.

Liens externes :

www.wassenaar.org

Régime international de contrôle des exportations d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage.

http://www.un.org/disarmament/convarms/SALW/Html/SALW-PoA-ISS_intro.shtml

Informations et liens relatifs aux ALPC dans le cadre de l'ONU.

Informations concernant le traité sur le commerce des armes :

<http://www.un.org/disarmament/convarms/ArmsTradeTreaty/html/ATT.shtml>

www.osce.org Informations et documents en lien avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.